



côte-nord gaspésie bas saint-laurent le grand-portage

l'est du québec

E.Q. (R)

dans nos régions



La Chaudière

Même si les eaux de la Chaudière ont réussi à se frayer un chemin dans le secteur aux rapides dits de la Strafford, soit à l'embouchure du cours d'eau qui porte ce nom, à quelque deux milles en amont du barrage Sartigan, de Sainte-Georges de Beauce, l'embâcle formé à cet endroit ne semble pas vouloir céder, car la surface est beaucoup plus solide qu'ailleurs.

La Côte-Nord

Les séries finales dans la ligue de hockey Junior "B" de la Côte-Nord débuteront vendredi, au Palais des sports de Sept-Iles, alors que les Caribous, la nouvelle équipe septilienne, affronteront les champions de la ligue dans le dernier calendrier, les Chevaliers de Forestville. Cette dernière série est un quatre de sept et les responsables s'attendent à des salles comblées pour ces rencontres.

Charlevoix

Le quai de Port-au-Persil situé dans la paroisse de Saint-Siméon ne sera pas démolé, et le ministère de l'Environnement a annulé le contrat qui avait été accordé à cette fin à l'entrepreneur Trottier et Rivard, de Sainte-Anne-de-la-Pérade. C'est à la suite des protestations véhémentes du conseil municipal de Saint-Siméon paroisse et des représentations du député Charles Lapointe que cette décision a été prise. Il faudra cependant que ce quai dont la façade s'est écroulée soit réparé ou modifié, et on songe à un projet Canada au Travail pour conserver cette structure maritime qui est un attrait touristique intéressant.

Portneuf

Les municipalités de Saint-Basile village sud et Saint-Basile paroisse ont formé un comité autonome au sein de leur conseil respectif, afin d'étudier les modalités d'acquisition du réseau privé d'a-

queduc de la corporation Aqueduc de Saint-Basile Inc., dont le propriétaire-directeur général est M. Albert Giroux. L'étude couvrira tant le réseau de distribution que les sources d'approvisionnement, en tenant compte du coût d'achat éventuel, des dépenses de réparation et d'entretien ainsi que de l'administration et l'opération de ce service public.

La Rive-Sud

Le conseil municipal de Saint-Jean-Christophe, face à un développement qui s'accroît d'année en année, vient d'autoriser la préparation de plans et devis en vue de l'agrandissement de l'hôtel de ville. Il a procédé également à une restructuration administrative en nommant M. Cajetan Alain, secrétaire-trésorier depuis 18 ans, au nouveau poste de gérant-greffier de la municipalité. Par la même occasion, l'assistant-trésorier, M. Jacques Leblanc, a été promu au poste de trésorier.

La Côte-du-Sud

Le président du comité des fêtes, M. Thomas Pelletier, a annoncé que la programmation des activités doit être finalisée au cours des prochains jours. Les manifestations de pointe sont prévues pour la période estivale allant du 3 au 10 juillet. Entre-temps, les paroissiens se préparent à l'événement par des festivités préliminaires, comme celle d'une revue chorégraphique et de danses folkloriques en costumes d'époque qui aura lieu dimanche.

Au CEGEP de Gaspé, le cas des visites toujours discuté

par J.-Claude PAQUET

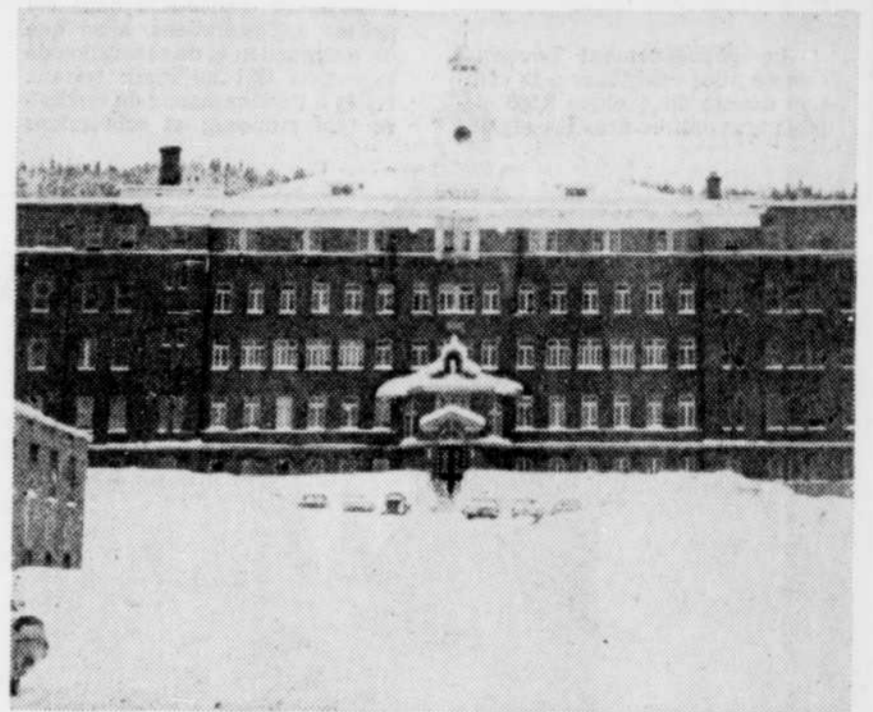
GASPÉ — De nouveaux problèmes ont surgi au CEGEP de Gaspé, depuis la rentrée du 7 mars dernier, alors que les cours avaient été suspendus pendant près d'un mois, parce que la majorité des étudiants locataires à la résidence des étudiants refusaient de respecter le règlement interdisant le droit de visite entre garçons et filles.

À la suite de la suspension des cours, les étudiants avaient dû faire leur réinscription aux cours et signer de nouveaux baux dans lesquels ils s'engageaient nommément à respecter ce règlement qui faisait l'objet du litige. Pour sa part, le Conseil d'administration du CEGEP s'engageait à former un comité paritaire composé de trois membres du Conseil d'administration et de trois étudiants, pour étudier ce règlement de la résidence.

Mais depuis la reprise des cours, le comité paritaire n'ayant tenu que

trois réunions, où les représentants du Conseil d'administration refusait d'étudier des solutions à court terme, les trois représentants étudiants ont décidé de se retirer, et le conseil de gestion étudiant a décidé d'occuper les locaux du CEGEP. Après cette occupation, qui eut lieu les 17 et 18 de ce mois, le Conseil d'administration du CEGEP s'est de nouveau réuni, à la suite de quoi il a remplacé le membre qui ne se présentait pas aux réunions, a reconfirmé le mandat du comité paritaire et demandé un échéancier pour la remise de son rapport.

Pour leur part, les étudiants se disent conscients qu'il ne reste plus que deux mois à la présente session, et se satisfont que les solutions à court terme ne soient pas étudiées, pourvu qu'on en arrive à une solution pour les années à venir en ce qui concerne ce règlement que l'on considère dépassé, et qui interdit toujours le droit de visite entre garçons et filles à la résidence des étudiants. Notons que plus de 50% des étudiants du CEGEP de Gaspé demeurent à la résidence, en raison du vaste territoire qu'il dessert.



Le CEGEP de Gaspé a été occupé pour la seconde fois.

A tout le moins, le bureau local de l'OPDQ quitterait Sept-Iles

par Gilles OUELLET
du bureau du Soleil

SEPT-ILES — La direction de l'Office de planification et de développement du Québec (OPDQ) étudie présentement la possibilité de fermer son bureau de Sept-Iles et de centraliser son service sur la Côte-Nord à Hauterive.

Pour le président-directeur général (par intérim) de l'office, M. Marcel Pelletier, cette décision qu'il souhaiterait bien voir prise d'ici un mois ne viserait "qu'une plus grande efficacité administrative".

M. Pelletier a dit, hier, au SOLEIL qu'il ne croyait pas qu'une telle centralisation engendrerait des conséquences négatives sur la population, puisque la clientèle de l'OPDQ se recrute en fait du CRD et d'organismes intermédiaires et de développement.

Le président a expliqué que sur la Côte-Nord, l'office n'a que trois personnes à son emploi: le délégué régional qui se trouve à Hauterive, le secrétaire général qui a son bureau à Sept-Iles avec une secrétaire. Cette situation de trois personnes distantes

de 150 milles causerait apparemment des problèmes administratifs que corrigerait la centralisation.

L'office ne sera pas moins présent sur le territoire, assure M. Pelletier en prenant comme exemple que la CAR (Conférence administrative régionale), cette table à laquelle se réunissent une quinzaine de directeurs régionaux de ministères, continuera de tenir ses rencontres mensuelles en alternance entre Sept-Iles et Baie-Comeau-Hauterive comme c'est le cas depuis deux ans.

Informé que l'inquiétude régnait à Sept-Iles, et surtout depuis l'assemblée du conseil municipal lundi, sur des rumeurs d'exode de Directions régionales, soit la main-d'oeuvre, le Tourisme, Chasse et Pêche, et Communication-Québec, vers le secteur de Hauterive, M. Pelletier a affirmé que le seul projet qu'il connaisse pour le moment était celui de l'OPDQ.

Par ailleurs, LE SOLEIL a appris, hier, qu'un point à l'ordre du jour de la prochaine réunion mensuelle de la CAR, fixée au 14 avril prochain à Sept-Iles, s'intitulera "Régionalisation des Directions générales à Hauterive et fermeture de l'OPDQ à Sept-Iles".

Le chat pourrait alors sortir du sac et laisser vraiment voir l'ampleur exacte et le bien-fondé de "ce courant migrateur", selon l'expression utilisée par le maire Jean-Marc Dion dans une lettre expédiée, lundi, au ministre des Approvisionnements, M. Lucien Lessard, et dans laquelle il exige des explications.

Incidentement, le maire Dion devrait recevoir sous peu la réponse attendue à sa première missive du 8 mars. Mme Nicole René, attachée de presse du ministre Lessard, a expliqué, hier, au SOLEIL qu'il fallait attendre 10 jours pour que les lettres se rendent à destination aux bureaux gouvernementaux, et que le ministre a signé le 21 mars la réponse à cette lettre du 8 mars dernier.

Dans cette lettre qui devrait être lue au conseil municipal bientôt, le ministre Lessard avoue entendre parler pour la première fois de déplacement de soins psychiatriques et de la Direction régionale de la main-d'oeuvre vers Hauterive, mais il admet que, suite à un rapport en ce sens, des pourparlers sont en cours pour centraliser l'OPDQ à Hauterive. En somme sur ce point le ministre confirme la version de M. Marcel Pelletier.

Enfin, le directeur du bureau de Sept-Iles au ministère du Tourisme, Chasse et Pêche, M. Victor Landry, a dit, hier, qu'il n'était pas question pour sa part de fermer le bureau de Sept-Iles, bien qu'il soit possible que l'administration générale régionale soit éventuellement centralisée sur le territoire.

Le directeur intérimaire de la Direction régionale de la main-d'oeuvre, M. Denis Lambert, n'avait, hier, eu aucune nouvelle ni d'intention avouée du ministère du Travail pour un rapatriement vers Hauterive.

À propos de Communication-Québec, le directeur régional, M. J.-Roland Champagne, a affirmé n'avoir jamais entendu parler d'une pareille possibilité. Le directeur a toutefois saisi l'occasion pour annoncer que des négociations sont en cours pour avoir un représentant de Communication-Québec au bureau du ministère des Affaires culturelles à Baie-Comeau-Hauterive et un délégué culturel du MAC au bureau de Communication-Québec, boulevard Laure, à Sept-Iles. D'ailleurs, des démarches sont entreprises pour l'aménagement de ces deux sous-bureaux.

LE CHÂTEAU

VENTE D'ENTREPÔT

40% à 75% de rabais

une grande collection de

Chandails, Chemises,
Jeans, Manteaux, Blouses,
Costumes, Pantalons,
Jupes, Blazers et Robes.

1015 Rue St-Jean
Québec (seulement)

LE CHÂTEAU

VENTE SPECTACULAIRE AVANT PÂQUES
DE 40 À 75% D'ESCOMPTE SUR
TOUTE LA MARCHANDISE EN MAGASIN
MISE DE CÔTÉ ACCEPTÉE
BIJOUTERIE J.R. MASSICOTTE
239 EST, BOUL. CHAREST
(à la Gare Centrale d'Autobus)
QUÉBEC 2 TÉL.: 524-4848

RESERVEZ MAINTENANT POUR VOTRE REPAS DE PAQUES

• Cuisine italienne et canadienne.
• Dîners et soupers d'hommes d'affaires.
• Prix modiques.

RESTAURANT Napoléon

20, boul. Charest (angle boul. Langelier) Tél.: 525-0399

TAPIS - PRELART
VRAIES AUBAINES
ATTENTION! Tous ces recouvrements sont de première qualité.

TAPIS OZITE Economique. Choix de couleurs.	\$2.09 v.c.	TAPIS GANDY CATALOGNE	\$3.95 v.c.
TAPIS OZITE Endos caoutchouté.	\$2.70 v.c.	TAPIS POUR EXTERIEUR "imitation de gazon"	\$3.95 v.c.
PRELART SANS GIRAGE	\$2.49 v.c.	CERAMIQUE MURALE 6' x 6'	.49 p.c.
PRELART KARAMIK 0.035 d'usure Rég. \$6.95	\$3.95 v.c.	CERAMIQUE A PLANCHER 1' x 1'	.65 p.c.
TUILE A PLANCHER PRECOLLEE 12" x 12"	.25 ch.	SPECIAL PARQUETERIE MERISIER	.40 p.c.
TAPIS DE CUISINE 100% nylon choix de couleurs.	\$4.95 v.c.	TAPIS 100% NYLON Commercial. Choix de couleurs.	\$3.95 v.c.

Beaucoup d'autres spéciaux en magasin.

MODERN PLYWOOD LTD.
1255, avenue Courcellette, Val-Bélair
Ouvert jeudi, vendredi soir et samedi - 842-1911

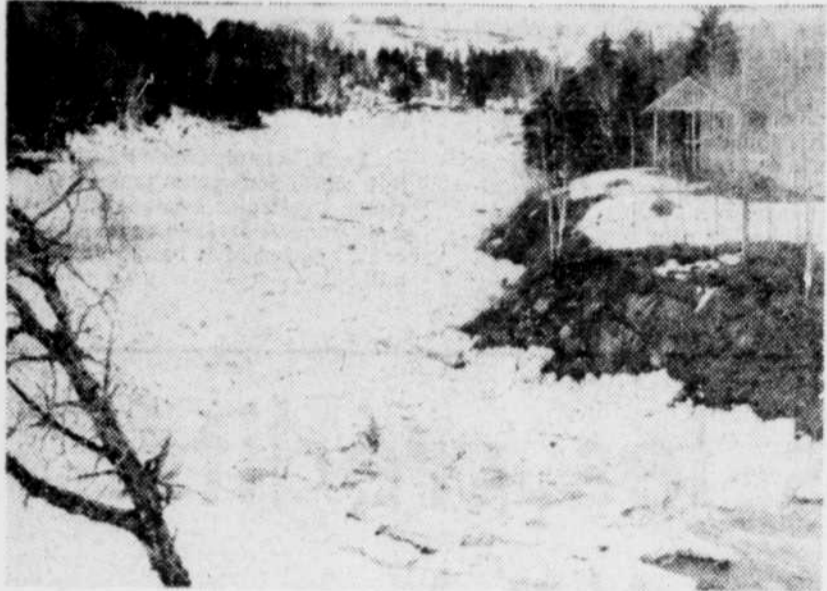


lamiante les bois francs la beauce la côte-du-sud la rive sud portneuf charlevoix

le québec régional

Q.f.

dans nos régions



La Chaudière

Même si les eaux de la Chaudière ont réussi à se frayer un chemin dans le secteur aux rapides dits de la Strafford, soit à l'embouchure du cours d'eau qui porte ce nom, à quelque deux milles en amont du barrage Sartigan, de Sainte-Georges de Beauce, l'embâcle formé à cet endroit ne semble pas vouloir céder, car la surface est beaucoup plus solide qu'ailleurs.

La Côte-Nord

Les séries finales dans la ligue de hockey Junior "B" de la Côte-Nord débuteront vendredi, au Palais des sports de Sept-Îles, alors que les Caribous, la nouvelle équipe septilienne, affronteront les champions de la ligue dans le dernier calendrier, les Chevaliers de Forestville. Cette dernière série est un quatre de sept et les responsables s'attendent à des salles comblées pour ces rencontres.

Charlevoix

Le quai de Port-au-Persil situé dans la paroisse de Saint-Siméon ne sera pas démolit, et le ministère de l'Environnement a annulé le contrat qui avait été accordé à cette fin à l'entrepreneur Trotier et Rivard, de Sainte-Anne-de-la-Pérade. C'est à la suite des protestations véhémentes du conseil municipal de Saint-Siméon paroisse et des représentations du député Charles Lapointe que cette décision a été prise. Il faudra cependant que ce quai dont la façade s'est écroulée soit réparé ou modifié, et on songe à un projet Canada au Travail pour conserver cette structure maritime qui est un attrait touristique intéressant.

Portneuf

Les municipalités de Saint-Basile village sud et Saint-Basile paroisse ont formé un comité autonome au sein de leur conseil respectif, afin d'étudier les modalités d'acquisition du réseau privé d'a-

queduc de la corporation Aqueduc de Saint-Basile Inc., dont le propriétaire-directeur général est M. Albert Giroux. L'étude couvrira tant le réseau de distribution que les sources d'approvisionnement, en tenant compte du coût d'achat éventuel, des dépenses de réparation et d'entretien ainsi que de l'administration et l'opération de ce service public.

La Rive-Sud

Le conseil municipal de Saint-Jean-Chrysostôme, face à un développement qui s'accroît d'année en année, vient d'autoriser la préparation de plans et devis en vue de l'agrandissement de l'hôtel de ville. Il a procédé également à une restructuration administrative en nommant M. Cajetan Alain, secrétaire-trésorier depuis 18 ans, au nouveau poste de gérant-greffier de la municipalité. Par la même occasion, l'assistant-trésorier, M. Jacques Leblanc, a été promu au poste de trésorier.

La Côte-du-Sud

Le président du comité des fêtes, M. Thomas Pelletier, a annoncé que la programmation des activités doit être finalisée au cours des prochains jours. Les manifestations de pointe sont prévues pour la période estivale allant du 3 au 10 juillet. Entre-temps, les paroissiens se préparent à l'événement par des festivités préliminaires, comme celle d'une revue chorégraphique et de danses folkloriques en costumes d'époque qui aura lieu dimanche.

Au CEGEP de La Pocatière

Décision immédiate demandée sur la construction du campus

par Réal LABERGE
du bureau du Soleil

LA POCATIÈRE — Un mouvement concerté de pression a été mis en branle par professeurs, étudiants, administrateurs, cadres et employés du CEGEP de La Pocatière, en vue de débloquent sans autre retard la décision du ministre de l'Éducation à l'égard de la construction d'un nouveau campus pour ce collège d'enseignement général et professionnel.

Ce qui crée une situation d'urgence, ont expliqué, hier, le coordonnateur du comité conjoint, M. Michel Paquet, et le directeur général du CEGEP, M. Camille Castonguay, ce sont des informations à l'effet qu'un conseiller spécial récemment nommé au service des investissements du ministère, M. Gilles Bergeron, veut remettre le projet à l'étude, alors que le feu vert est attendu "de façon imminente" depuis plus de trois mois.

Ce dernier, a-t-on précisé, a manifesté l'intention de revendiquer de nouveaux délais afin de reconsidérer personnellement les questions déjà si longuement débattues et finalement réglées de la survivance du collège privé de Sainte-Anne et d'éventuelles économies reliées à l'option alternative d'un bail de location à long terme avec cette institution.

Il s'agit là, ont remarqué les porte-parole du mouvement conjoint, d'une solution de rechange qui a été définitivement écartée par la Corpora-

tion administrative du CEGEP et la Direction générale de l'enseignement collégial, à l'occasion d'une étude conjointe. Quant à la survie du collège de Sainte-Anne, c'est une question qui a été au centre d'un débat qui se poursuit depuis l'ouverture du CEGEP en 1969.

Cette remise en question est donc considérée d'autant plus inacceptable que le dossier d'une construction nouvelle, a-t-on assuré, en est enfin rendu à la phase finale du feu vert, qu'il a fait l'objet d'une recommandation positive de la Direction de l'enseignement collégial, et qu'il a été inclus dans la liste prioritaire de l'enveloppe budgétaire du ministère de l'Éducation.

Entrevue exigée avec le ministre

Dans les circonstances, le mouvement conjoint de revendication a amorcé différentes initiatives visant à sensibiliser et alerter l'opinion publique de la région et celle des parents d'élèves. A la suite de réunions d'étude, des feuillets d'information ont été distribués sur la rue et par voie postale. D'autres mesures de pression s'ajouteront à brève échéance.

Par ailleurs, en plus d'accorder son appui ferme et entier à cette action, le conseil d'administration du CEGEP a réitéré auprès du ministre, M. Jacques-Yvan Morin, une demande d'interview logée depuis près d'un mois et promise pour la fin de mars.

Cette rencontre a été cette fois exigée au plus tard d'ici à jeudi, étant donné l'approbation finale imminente des prévisions budgétaires du ministère.

La chance d'un développement normal

"On n'a jamais donné au CEGEP de La Pocatière l'occasion et la chance de se développer normalement, comme il en est pour tous les autres collèges du Québec", a notamment remarqué le directeur général, M. Castonguay.

Cette revendication d'un campus autonome et adéquatement équipé est partagée par toutes les parties composantes du CEGEP, qui dénoncent la situation des "locaux temporaires" persistant depuis huit ans comme "un frein constant à un fonctionnement normal et une entrave à un développement cohérent et planifié des enseignements du CEGEP".

Et ceci, d'une part, du fait que les locaux loués au collège de Sainte-Anne doivent être partagés avec la clientèle de cette maison privée d'enseignement secondaire, qu'ils sont trop peu nombreux, de piètre qualité, et aménagés de façon non rationnelle.

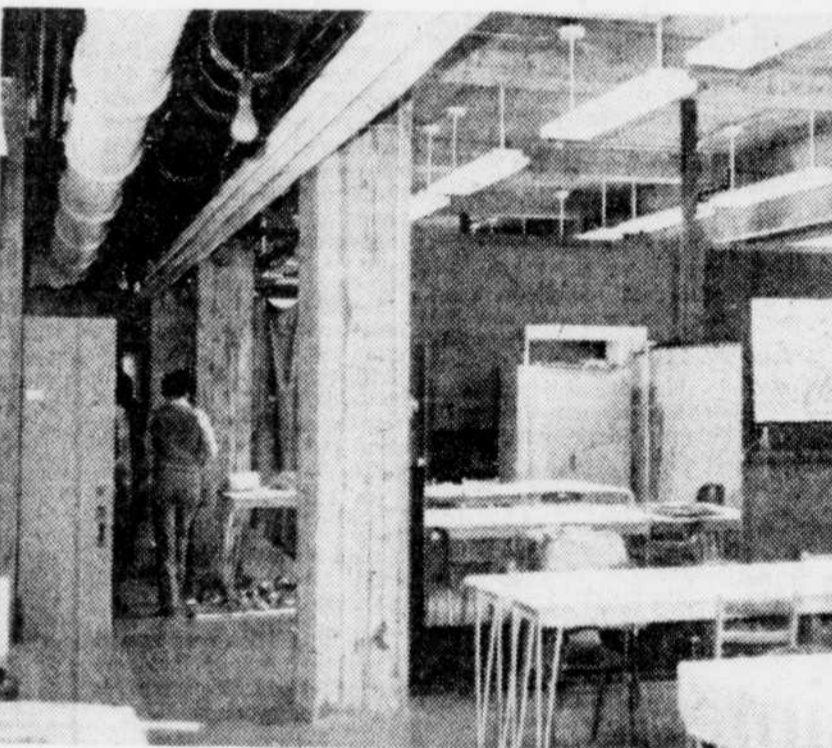
D'autre part, on a souligné que ces conditions empêchaient le développement de services et d'enseignements nouveaux, à cause du manque d'espace, et qu'on devait consacrer tellement d'énergie à vouloir y remédier, qu'on n'avait plus le temps de s'occuper

adéquatement de l'amélioration de la qualité des services à rendre dans la région, comme le font les autres CEGEP.

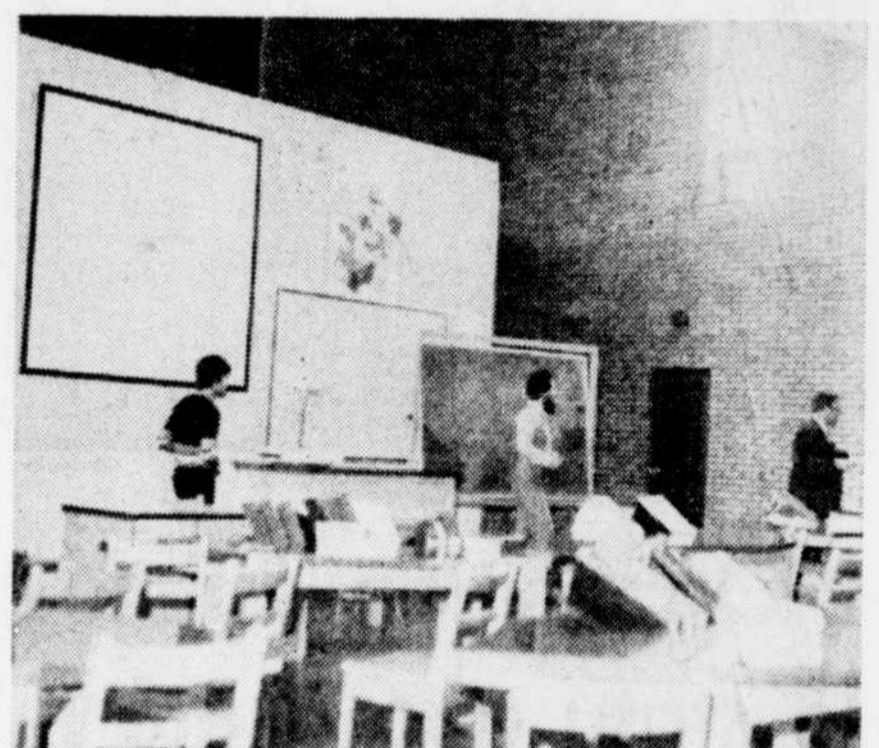
Au plan financier, les porte-parole du mouvement de revendication ont par ailleurs fait état de ce que les études conduites conjointement avec la Direction générale de l'enseignement collégial ont démontré qu'il en coûterait environ \$52 millions pour donner suite à la proposition "non négociable" faite par le collège de Sainte-Anne, quant aux possibilités d'une entente d'agrandissement et de location pour une période de 20 ans. Par contre, le projet d'une construction nouvelle et des dépenses connexes, pour la même période, a été évalué à \$31 millions.

Des locaux déficients

A l'appui de leurs allégations sur la déficience des locaux actuellement disponibles, les dirigeants du comité conjoint ont invité les journalistes de la presse régionale à les suivre dans un dédale de corridors étroits et entravés de multiples escaliers, jusqu'à des ateliers techniques surchauffés et sans ventilation ou fenêtres, aménagés à la bonne franquette sous la piscine ou à même d'anciens entrepôts. Des salles de cours et de service se retrouvaient également dans d'anciens dortoirs, et même une classe de linguistique dans une ancienne chapelle aucunement transformée, si ce n'est qu'un paravent dissimulait l'autel.



Ateliers installés sous la piscine, dans une ancienne salle de quilles.



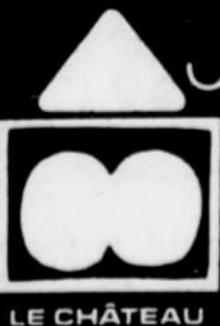
L'ancienne chapelle sert de classe de linguistique; un paravent cache l'autel.

LE CHÂTEAU VENTE D'ENTREPÔT

40% à 75% de rabais

une grande collection de

Chandails, Chemises,
Jeans, Manteaux, Blouses,
Costumes, Pantalons,
Jupes, Blazers et Robes.



1015 Rue St-Jean
Québec

(seulement)

VENTE SPECTACULAIRE AVANT PÂQUES

DE 40 À 75% D'ESCOMPTE SUR
TOUTE LA MARCHANDISE EN MAGASIN
MISE DE CÔTÉ ACCEPTÉE
BIJOUTERIE J.R. MASSICOTTE
239 EST, BOUL. CHAREST
(à la Gare Centrale d'Autobus)
QUÉBEC 2 TÉL.: 524-4848

RESERVEZ
MAINTENANT
POUR VOTRE
REPAS DE
PAQUES

- Cuisine italienne et canadienne.
- Diverss et soupers d'hommes d'affaires.
- Prix modiques.

RESTAURANT
Napoli

2 0^e boul. Charest (angle boul. Langelier) Tél.: 529-0369

TAPIS - PRELART VRAIES AUBAINES

ATTENTION! Tous ces recouvrements sont de première qualité.

TAPIS OZITE Economique. Choix de couleurs.	\$2⁰⁹ v.a.	TAPIS CANDY CATALOGNE	\$3⁹⁵ v.a.
TAPIS OZITE Endos caoutchouté.	\$2⁷⁰ v.a.	TAPIS POUR EXTERIEUR "imitation de gazon"	\$3⁹⁵ v.a.
PRELART SANS CIRAGE	\$2⁴⁹ v.a.	CERAMIQUE MURALE 6' x 6'	.49 p.c.
PRELART KARAMIK 0.035 d'usure Rég. \$6.95	\$3⁹⁵ v.a.	CERAMIQUE A PLANCHER 1' x 1'	.65 p.c.
TUILLE A PLANCHER PRECOLLEE 12' x 12'	.25 cb.	SPECIAL PARQUETERIE MERISIER	.40 p.c.
TAPIS DE CUISINE 100% nylon choix de couleurs.	\$4⁹⁵ v.a.	TAPIS 100% NYLON Commercial. Choix de couleurs.	\$3⁹⁵ v.a.

Beaucoup d'autres spéciaux en magasin.

MODERN PLYWOOD LTD.

1255, avenue Courcellette, Val-Bélair
Ouvert jeudi, vendredi soir et samedi. 842-1911



En dépit de la modernisation de plusieurs cabanes à sucre, le cheval et le traîneau sont encore utilisés pour récolter l'eau d'érable.

Photos, Publigraphie, St-Georges de Beauce

Le temps des sucres est arrivé

par Paul-Henri DROUIN
du bureau du Soleil

SAINT-JOSEPH — En cette période de l'année, nombreux sont les Québécois qui participent à une partie de sucre, pour apprécier le goût du véritable sirop d'érable.

Ceux qui vont à la "fête de l'érable" à la cabane du producteur, ont droit au programme complet: concours des palettes, apéritif et amuse-gueule, la palette, trempette, oeufs dans le sirop, tire, crêpes, jambon, fèves et oeufs.

Toutefois, le consommateur qui ne peut aller aux sucres, peut se procurer sur le marché, des produits de l'érable tels: la tire, le sirop, le beurre, du sucre mou ou du sucre dur, et cela à un coût acceptable en cette période d'inflation. L'augmentation, par rapport à l'an passé se situe entre 8 et 10 pour cent sur le marché du détail et est approximativement de 12 à 15 pour cent pour le sirop en vrac.

Authenticité

Quel que soit l'endroit où ils sont vendus, les produits de l'érable doivent répondre à certaines exigences de qualité découlant d'une réglementation visant à protéger le consommateur.

Pour être juge de bonne qualité, le sirop d'érable doit avoir une certaine densité normale, être bien filtré et avoir une bonne saveur.

Au-delà du pourcentage de densité normale, il y a formation de cristaux et

au-dessous la conservation sera difficile, car l'on risque d'obtenir de la moisissure.

En cas de doute, il est bon pour le consommateur de savoir que le classement du sirop d'érable se fait selon la couleur et la saveur du produit.

Selon M. Roland Carbonneau, secrétaire de l'Office des producteurs de sucre et sirop d'érable de Québec-Sud, les sirops foncés Canada ambré C, et Canada foncé B ont un goût plus prononcé d'érable et sont utilisés surtout dans la préparation de pâtisseries, alors que les sirops plus clairs, tel que Canada clair A et le Canada médium B sont destinés à la consommation nature.

Si le consommateur a un doute sur la qualité du produit de l'érable qu'il achète, soit à la cabane à sucre, soit dans un magasin d'alimentation, il peut en tout temps adresser une plainte à la division de la prévention et répression des fraudes et infractions du ministère de l'Agriculture du Québec, en envoyant le produit dans son contenant d'origine.

Comme l'a fait remarquer M. Carbonneau, "des spécialistes se chargeront de prélever des échantillons et d'en faire l'analyse en laboratoire".

Il faut noter que depuis quelques années, les falsifications du produit de l'érable sont assez rares, car durant la saison de production des inspecteurs procèdent à la vérification des produits vendus sur le marché, tant dans les épiceries et les supermarchés que dans les cabanes à sucre elles-mêmes.

Toutefois, le consommateur se doit d'être vigilant et se méfier des imitations possibles, car il arrive parfois que le produit de l'érable ne soit pas naturel, parce qu'on y a ajouté du sucre, de la cassonade ou d'autres ingrédients.

Prix

Puisque ce n'est qu'à la cabane du producteur qu'on peut se procurer un produit de catégorie C, soit un sirop de qualité moyenne, de couleur plus foncée et au goût plus prononcé que le Canada clair, il en résulte que près du tiers de la production d'une érabièrerie s'écoule à la cabane à sucre.

Le prix le plus bas que peut offrir le marché varie de \$1.75 à \$1.80 pour un sirop de bonne qualité dans une canette de 26 onces, puis d'environ \$13 le gallon dans des récipients de 26 onces et de \$11 dans un seul contenant.

L'an dernier, ce coût variait de \$1.70 à \$1.75 la canette de 26 onces, et de \$10 à \$12 le gallon.

Quant au sucre d'érable qu'il soit dur ou mou, le prix du marché est d'environ \$1.90 la livre, alors que l'an passé il se situait aux environs de \$1.65 la livre.

Le prix du sirop d'érable, s'il est plus élevé que celui du sirop de table à saveur artificielle, a grimpé beaucoup moins vite que celui des produits laitiers, et d'autres produits naturels, soulignent plusieurs producteurs de la région de Québec-Sud.

Conservation

On recommande aux consomma-

teurs d'éviter d'acheter au gallon, car plus le contenant est petit, moins grand est le risque de perte, puisque si le sirop se garde à la température de la pièce tant qu'il n'est pas entamé, il ne se garde pas longtemps par la suite, même au réfrigérateur.

On ne doit pas oublier de transvider le sirop du contenant métallique dans un bocal de verre, sinon le sirop peut cristalliser, blanchir avec la formation de "nuage" ou moisir.

Si cela se produit, on peut le régénérer en faisant l'opération suivante: filtrer le sirop à travers une toile très fine afin d'enlever les moisissures, ajouter une pomme de terre coupée en quatre, un peu d'eau et du sucre.

Cette opération étant faite, amener au point d'ébullition et laisser mijoter pendant dix minutes. Enlever l'écume qui se forme pendant la cuisson et filtrer de nouveau. Conserver le sirop dans un bocal de verre stérilisé.

La tire se conserve très bien dans sa boîte scellée si elle est placée immédiatement au congélateur, et pour conserver le sucre d'érable, on recommande de l'envelopper dans un papier saran ou le déposer dans une boîte en plastique. S'il devient trop dur, on le hache et le place dans un four à 300° F pendant 10 à 15 minutes.

Le beurre d'érable ne sèche pas s'il est conservé dans un bocal hermétiquement fermé et recouvert d'une mince couche d'eau.



Les produits de l'érable sont nombreux et facilement identifiables sur le marché.

Quelques recettes

Pour l'utilisation des produits de l'érable dans la cuisine, les consommateurs peuvent se procurer un carnet de recettes variées en communiquant avec: l'Institut international des produits de l'érable, 2809 Terrasse Beauport, Longueuil; ou au ministère de l'Agriculture, Service de l'information, 200-A chemin Sainte-Foy, Québec.

Nous vous proposons ici deux mets préparés en partie avec des produits de l'érable, dont les recettes sont de Mme Wilibert Giguère, de Sainte-Marie de Beauce.

Jambon à la canadienne

2 tranches de jambon de 1½ po. d'épaisseur
¾ tasse de cassonade
2 c. à table de farine
1 c. à thé de moutarde sèche
1 c. à table de vinaigre
4 c. à soupe de sirop d'érable
3 pommes pelées et vidées

Mélanger les ingrédients secs; ajouter le vinaigre et le sirop. Découper six rondelles de pomme de ¼ de pouce d'épaisseur comme garniture et trancher fin le reste des pommes. Placer la première tranche de jambon dans un plat à four beurré, garnir de pommes tranchées et arroser de la moitié du mélange cassonade-sirop. Déposer la seconde tranche de jambon. Couvrir et cuire au four 30 minutes à 325° F. Découvrir, placer les tranches de jambon et arroser du reste du mélange. Continuer la

cuisson 30 minutes en arrosant au besoin. 5 portions.

Gâteau à l'ancienne

2 oeufs séparés
½ tasse de sucre
1½ c. à table d'eau
½ tasse de farine
1 c. à thé de poudre à pâte
1 c. à table de fécule de maïs

Mélanger les jaunes au sucre, ajouter l'eau, bien battre. Tamiser la farine avec les autres ingrédients, ajouter à la première préparation et bien battre. Monter les blancs d'oeuf en neige, les incorporer délicatement au mélange. Cuire à 350° F. Lorsque cuit, retirer du feu, recouvrir de la préparation suivante et glisser au four pour fondre.

1 c. à table de beurre
2 c. à table de crème
6 c. à table de sucre du pays

Servir encore chaud, ou froid, avec de la crème douce.

A la cabane

Pour les gens qui peuvent se rendre à la cabane à sucre, le menu préféré des consommateurs est le suivant: une soupe aux pois, des fèves au lard (beans) faites à la maison, des oeufs avec du jambon, des grillades (oreilles de Christ), et comme dessert pour les vrais gourmets des oeufs dans le sirop d'érable ou un pouding au pain avec du sirop d'érable.



Mme Wilibert Giguère, et son époux, producteur de Sainte-Marie de Beauce, dans leur cabane à sucre où la tradition est respectée. Mme Giguère cuisine, sur un poêle à bois, les mets typiques du temps des sucres, tandis que son mari surveille la cuisson du sirop d'érable.



La société Reynolds de Baie-Comeau demeure paralysée par un lock-out

par Gilles OUELLET
du bureau du Soleil

SEPT-ÎLES — Le lock-out décrété dans le courant de la nuit de lundi à mardi à la Société canadienne des métaux Reynolds, à Baie-Comeau, se continue pour une deuxième journée.

Les quelque 900 ouvriers concernés, qui ont rejeté dans une proportion de 90

pour cent les dernières offres de la compagnie lundi, se réuniront en assemblée générale aujourd'hui afin de décider d'une action à prendre dans les circonstances.

Des rencontres entre les parties en présence du conciliateur René Laurin n'ont débouché sur rien hier puisque la compagnie et le Syndicat des employés de l'aluminium (CSN) sont demeurés sur leurs positions.

Pendant ce temps, l'importante usine d'aluminium de Baie-Comeau fonctionne au ralenti avec le concours d'employés cadres.

Un règlement est intervenu sur toutes les clauses normatives au cours des nombreuses séances de négociations tenues depuis le 6 décembre dernier. C'est maintenant sur l'ensemble des questions salariales que les négociations accrochent.

Il n'était pas possible de connaître hier soir les demandes salariales de la dernière contre-proposition globale déposée quelques heures plus tôt par les représentants syndicaux. Notons que le salaire moyen du dernier contrat se situait aux environs de \$7 l'heure pour ces travailleurs.

Le dernier contrat collectif

est expiré depuis le 31 décembre 76, c'était un contrat de deux ans.

Pour le nouveau contrat, le syndicat exigeait une convention d'un an pendant que la compagnie voulait signer un contrat de trois ans. Hier, le syndicat a proposé à la compagnie un contrat de deux ans et attendait toujours en soirée une réaction de l'employeur à cette concession.

Les commissions scolaires n'ont pas reçu l'ordre de remplacer le drapeau canadien

(PC) — Le ministre de l'Éducation, M. Jacques-Yvan Morin, n'a pas donné instruction aux commissions scolaires de remplacer le drapeau canadien par le drapeau officiel du Québec dans les écoles de la province.

Commentant les propos tenus la veille par le député libéral de Sherbrooke aux Communes, M. Irénée Pelletier, un porte-parole du bureau de M. Morin a déclaré, hier, que ce dernier n'avait fait qu'insister sur l'appli-

cation d'une directive datant du 15 juin 1972.

Cette directive, qui s'appuie sur un arrêté en conseil adopté le 17 juin 1969, stipule que le drapeau du Québec doit être arboré sur toutes les écoles et qu'il doit avoir la préséance lorsqu'il y a deux ou plusieurs drapeaux.

Pratiques

Le porte-parole a déclaré que M. Morin avait demandé aux administrateurs scolaires, le 7 mars dernier, de

prendre immédiatement les dispositions nécessaires à l'application de cette directive et de lui faire part des pratiques courantes à ce sujet dans chaque commission scolaire depuis 1969.

Le ministre a en outre demandé aux commissions scolaires qui n'ont pas appliqué la directive de 1972 ou qui ne l'ont appliquée que partiellement, de lui faire part des problèmes qui empêchent son application intégrale.

Le porte-parole du bureau de M. Morin a également démenti les allégations de M. Pelletier selon lesquelles le ministre de l'Éducation songerait à abolir l'hymne national "O Canada" dans les écoles.

Le député de Sherbrooke avait aussi soutenu qu'il n'y avait qu'un pas entre la suppression du drapeau canadien des écoles et l'élimination éventuelle de toutes les classes anglaises au Québec.

Hausses de salaires retenues en dépit du feu vert de Québec

MONTREAL (PC) — Les entrepreneurs en construction du Québec ont reçu instruction de continuer à retenir les augmentations de salaires accordées par contrat, en décembre dernier, malgré que le gouvernement provincial ait aboli, au début du présent mois, sa régie de lutte contre l'inflation.

"Nous ne savons pas encore si les employeurs sont toujours soumis à la législation fédérale", de dire Robert Huth, directeur général de l'Association des cons-

tructeurs de Montréal et de la province de Québec.

En janvier dernier, la régie provinciale de lutte contre l'inflation avait jugé excessives les augmentations accordées.

Le gouvernement provincial a par ailleurs affirmé que les entrepreneurs pouvaient verser ces hausses sans crainte de contrevenir aux lois.

L'Association des constructeurs d'habitations du Québec, qui représente tous les

entrepreneurs du Québec dans les négociations contractuelles, a adopté un point de vue opposé. Elle persiste à croire que les augmentations ne peuvent être versées avant que le conseil provincial des ministres signe un décret prolongeant les termes du contrat conclu en décembre entre la FTQ et les entrepreneurs.

Les leaders syndicaux ont jusqu'à maintenant tenu le ministre Jacques Couture du Travail responsable du retard à publier le décret.

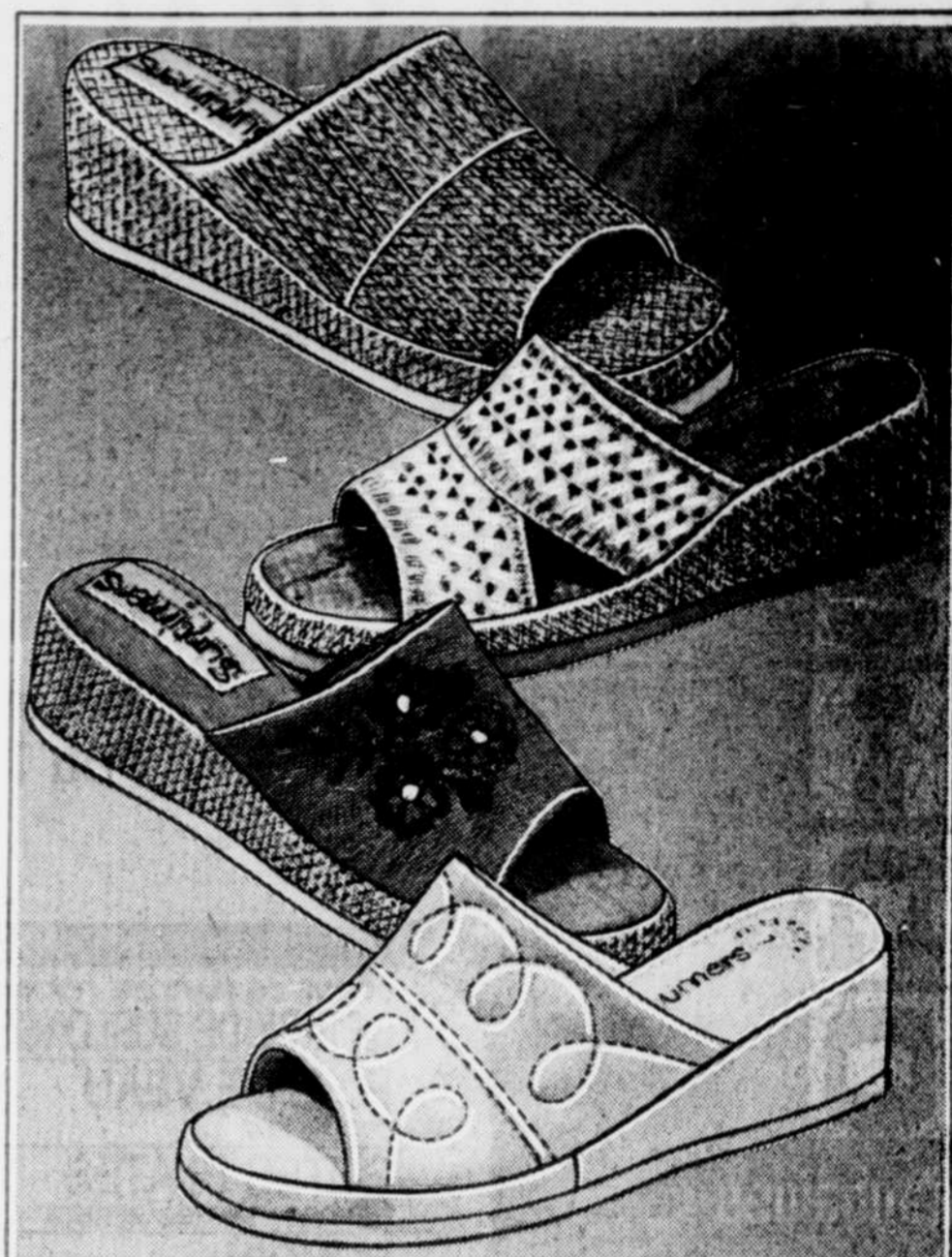
coop

fait le point

À LA COOP, C'EST DIFFÉRENT

AILLEURS	CHEZ NOUS
profit	trop-perçus
spéciaux	achats
entreprise et compagnie	avantageux
actionnaire	coopérative
client	membre usager

À LA COOP, tu es chez toi
CHARLESBOURG, LEVIS, LORVILLE, STE-FOY



Pour 3 jours seulement...

Pour dames, mules importées

Un groupe de mules en vinyle ou mèche naturelle dans les modèles avec ou sans broderie, tressé, croisé. Blanc, tan, beige, bleu. Pointures désassorties: 5 à 10. C'est l'article idéal pour la plage et pour l'intérieur.

QUANTITÉ LIMITÉE.

3⁹⁹

Rég. 5.00 Spécial
R. 43, 2e, Centre-Ville et r. 843, Place Laurier 2e.

Paquet PLACE LAURIER
PLUS PRÈS DE VOUS...

CAN-CAN

CONTROL TOP

culotte amincissante

gousset de coton

jambe diaphane

pointe renforcée

\$2.00

CAN-CAN

day sheer - régulier

culotte amincissante

gousset de coton

jambe diaphane

pointe renforcée

\$1.50

Jusqu'au 9 avril inclusivement...

20%

de rabais sur tous les styles de bas-culottes signés CAN CAN

Can Can avec culotte amincissante en Lycra qui retient le ventre, gousset de coton, jambe entièrement diaphane et pointe renforcée.

Rég. 2.00 Spécial 1.60 ou 3 pour 4.65

• Can Can avec culotte renforcée et pointe renforcée.

Rég. 1.50 1.20 ou 3 pour 3.45

• Can Can avec culotte et jambe entièrement diaphane.

Rég. 1.50 1.20 ou 3 pour 3.45

• Autres modèles portant l'étiquette Can Can de Caprice. Tailles: moyen, grand, extra-grand. Teintes: cupido, palma, cuivre, roma, taupe, charcoal, noir, marine, alabaster.

R. 11, r.-de-ch. Centre-Ville tél: 524-5121 et r. 811, Place Laurier 2e, tél: 651-7070

Paquet PLACE LAURIER
PLUS PRÈS DE VOUS



Un air tout neuf avec JEAN NICOLAS

Vive le tricot de coton! C'est le printemps des petits corsages légers et irrésistibles. Impeccables sur une jupe, pantalon, jean. Et pourquoi pas.

- A. Encolure arrondie et rayure verticale à gauche. Une taille. 10.00
- B. Chemisier avec col et poches en tissu coton. Une taille. 17.00
- C. Duo: gilet avec bride en 8 et cardigan. Une taille. 17.00

Boutiques pr juniors, r. 62, r.-de-ch. Centre-Ville et r. 862, Place Laurier 2e.

Paquet PLACE LAURIER
PLUS PRÈS DE VOUS

Le piquetage reprend devant la station radiophonique CJRP

par J-Jacques SAMSON

Les employés syndiqués de la station radiophonique CJRP de Québec (Radio Mutuel) ont repris le piquetage à 14 heures, hier.

Les lignes de piquetage avaient été levées le 19 mars, le lendemain du déclenchement de la grève, aussitôt que leur fut livrée l'injonction provisoire émise par le juge Jacques Dufour.

L'ordre de la cour ne fut pas prolongé mercredi dernier par le juge Georges Pelletier de la cour supérieure, lors de l'audience d'une

requête en injonction interlocutoire déposée par CJRP. Les 30 grévistes s'étaient toutefois abstenus de dresser de nouvelles lignes de piquetage.

Les syndiqués ont reçu hier, en fin d'après-midi, la visite du chef du Nouveau parti démocratique, M. Ed Broadbent.

Une grève illégale

Le président du syndicat des employés de CJRP, M. Alain Pelletier, a affirmé avoir appris que les dirigeants du réseau Radio Mutuel avaient demandé au Conseil canadien des relations de

travail (CCRT) de décréter cette grève illégale.

Le syndicat, affilié au Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) entend user de son privilège d'être entendu en audiences publiques pour défendre ses positions, avant que le CCRT ne dispose de la requête de Radio Mutuel.

M. Pelletier a ajouté que le conciliateur du ministère fédéral du Travail, affecté au dossier, a remis son rapport mercredi dernier au ministre du Travail mais que le syndicat n'a pu en prendre connaissance encore.

Enfin, le juge Georges Pelletier de la cour supérieure ne devrait pas rendre de jugement cette semaine sur la requête en injonction interlocutoire présentée par la partie patronale.



Les grévistes ont repris leur marche devant la station.

Le Soleil, Raymond Lavoie

La cour accorde une injonction à la CTCUQ

par J-Jacques SAMSON

Le juge Vincent Masson de la cour supérieure, a accueilli, hier, la requête en injonction interlocutoire "préventive" de la Commission des transports de la Communauté urbaine de Québec (CTCUQ) visant à interdire à ses 483 chauffeurs de déclencher de nouveaux arrêts de travail.

L'injonction interlocutoire, qui supplée à une injonction provisoire, prolongée jusqu'à 17h, hier, par le juge Masson, interdit de faire la grève, de dresser des lignes de piquetage, de supporter, aider, participer à un mouvement de débrayage ou de susciter, encourager tout mouvement de débrayage et de nuire aux activités courantes du transporteur public.

L'ordre de la cour sera en vigueur pour une durée indéterminée, jusqu'à ce qu'un jugement final de la cour supérieure soit rendu.

Prévenir plutôt que guérir

L'injonction provisoire avait été émise le 18 mars pour forcer le retour au travail des chauffeurs, après un débrayage de deux jours. L'arrêt de travail avait été provoqué par une décision

de la CTCUQ de ne pas rémunérer 28 chauffeurs pour une "journée de maladie" prise à l'occasion d'une tempête, à la fin du mois de février.

Même si le travail a repris à la suite d'un vote de l'assemblée générale des membres du syndicat de respecter l'injonction, aucune entente n'est encore intervenue sur le point en litige.

La partie patronale a insisté, devant le tribunal, sur le caractère préventif de l'injonction pour éviter que ce service public ne soit à la merci d'un syndicat d'ici la fin du contrat collectif de travail.

Le président du syndicat des chauffeurs, M. Gilles Chartrand, avait pour sa part donné l'assurance au tribunal qu'il n'était plus question pour les chauffeurs syndiqués de tenir de nouvelles journées d'étude pour obtenir satisfaction mais que la procédure normale de grief serait plutôt utilisée.

La convention collective des chauffeurs expirera le 29 décembre 1978. Les deux parties reprendront toutefois les négociations en novembre sur les clauses salariales pour l'année 1978.

Les travailleurs des Industries Fortier disent non à une offre patronale

par Gilles PEPIN du bureau du Soleil

LEVIS — En lock-out depuis le 31 janvier dernier, les employés d'usine des Industries Fortier Limitée, de Saint-Henri, ont rejeté une nouvelle offre de la partie patronale relative au renouvellement du contrat de travail.

115 des 135 syndiqués ont participé à l'assemblée générale, hier, et ont résolu unanimement de maintenir une demande d'augmentation de \$2 l'heure pour un contrat de deux ans. Le piquetage se continue dans le calme devant l'usine de tuyaux de béton, où le contrat de travail est expiré depuis le 31 octobre.

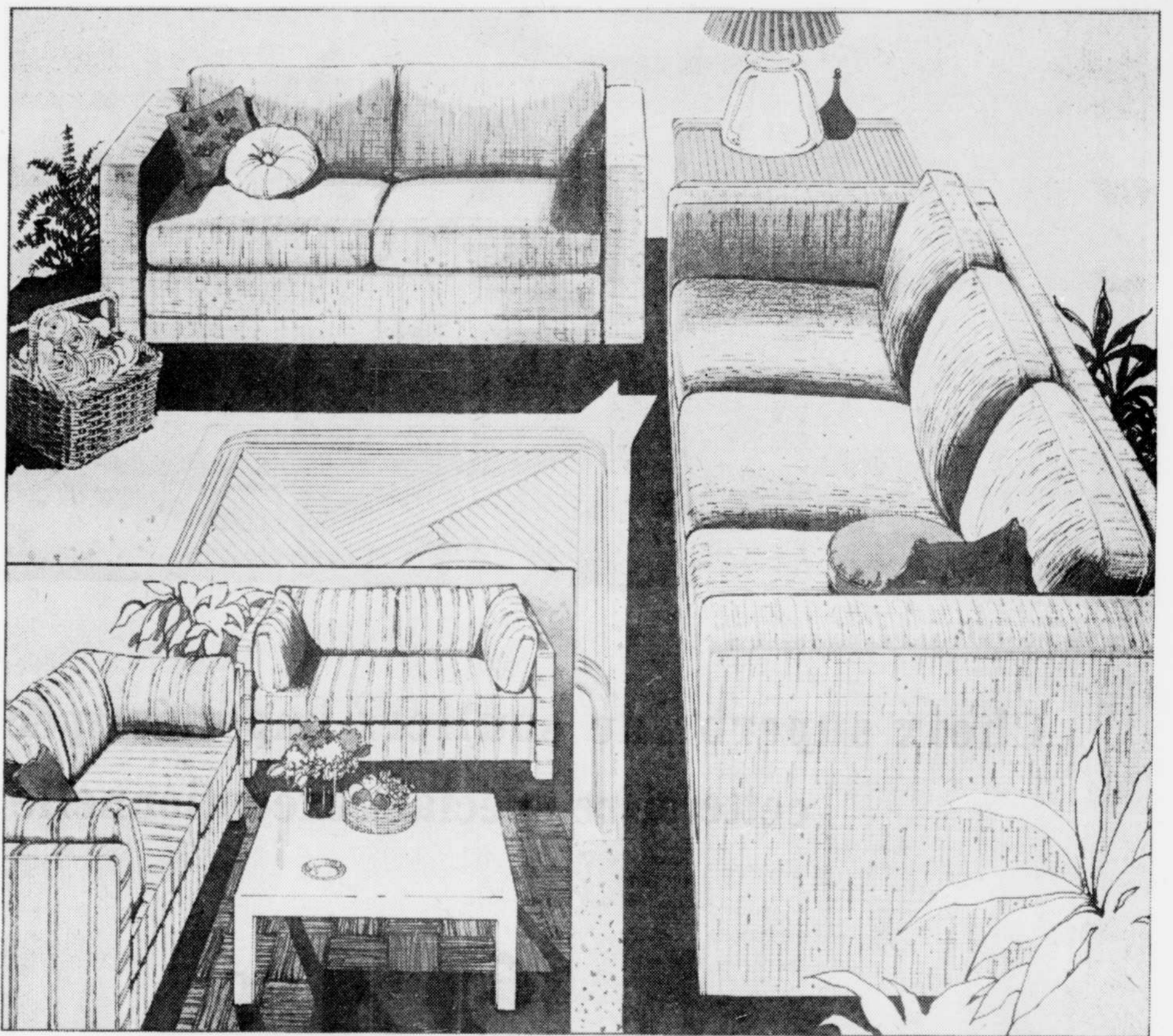
Le négociateur du syndicat affilié à la CSD, M. Armand Frenette, a expliqué que l'employeur a modifié l'offre, la semaine dernière, en pré-

sence du conciliateur, M. Jean-Paul Lafleur. L'employeur offre maintenant une augmentation de \$1 sur le taux horaire pour une période de deux ans. Précédemment, l'augmentation offerte était de \$0,65.

La nouvelle offre, d'abord établie en deux tranches de \$0,50, fut de nouveau modifiée légèrement, lors de la même rencontre patronale-syndicale, pour se présenter finalement en quatre tranches de \$0,25 au 1er novembre 1976, à la date de la signature, au 1er novembre 1977 puis au 1er mars 1978.

Peu importe son mode de paiement, cette offre a été rejetée catégoriquement. C'est ce que le négociateur syndical s'appretait à dire au conciliateur, hier après-midi, "en espérant que la période de dégel favorisera la tenue d'une autre séance de négociation, dans un proche avenir".

Le naturel... une recherche de tous les instants



Et les meubles Bauhaus vous facilitent cette recherche: à prix spéciaux!

Profitez de cette offre spéciale Eaton pour vous composer un intérieur qui réponde en tous points à vos critères d'excellence. Faits avec soin et dessinés pour plaire à votre sens de l'esthétique le plus sûr, ils apporteront à votre salle de séjour la note de confort et d'élégance que vous recherchez. Eaton, Place Ste-Foy (470)

couleur naturel (beige). Canapé: env. 92'' L x 34'' P x 26'' H. Causeuse: env. 66'' L x 34'' P x 26'' H.

1. Canapé et causeuse assortie

Canapé. Prix courant Eaton 469.95 **369⁹⁹**

Causeuse. Prix courant Eaton 369.95 **269⁹⁹**

Monture en chêne durci. Jeu de ressorts anti-affaissants. Coussins en polydacron. Recouvrement en coton tissé main. Recouvrement "Tahiti",

2. Canapé et causeuse assortie

Canapé. Prix courant Eaton 549.95 **399⁹⁹**

Causeuse. Prix courant Eaton 439.95 **299⁹⁹**

Monture en chêne durci. Jeu de ressorts anti-affaissants. Coussins en polydacron. Coussins de dossier enveloppants. Pied Parson entièrement capitonné. En coton tissé main. Recouvrement Jaltry, couleur désert (). Canapé: env. 87'' L x 34'' P x 29'' H. Causeuse: env. 61'' L x 34'' P x 29'' H.

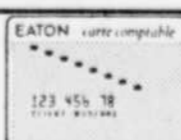
coop

fait le point

À LA COOP, C'EST DIFFÉRENT

On parle beaucoup de services en alimentation. À la Coop, ce sont les membres qui décident, puisqu'ils sont aussi propriétaires. Les services qu'offre votre marché d'alimentation Coop, sont ceux que vous avez choisis.

À LA COOP, tu es chez toi
CHARLESBOURG, LEVIS, LORETTEVILLE, STE-FOY



Avec la carte-comptable Eaton, vous pouvez magasiner en personne, par téléphone ou par la poste.

EATON

Commandes téléphoniques et magasin

653-9331

HEURES D'OUVERTURE EATON, LUN. MAR. MER. 9H30-17H30; JEU. VEN. 9H30-21H; SAM. 9H-17H. STANDARD: LUN. MAR. MER. 9H-17H30; JEU. VEN. 9H-21H; SAM. 9H-17H.

Un industriel en faillite s'en prend aux gouvernements

par Gilles PEPIN
du bureau du Soleil

LEVIS — Les hommes politiques feraient mieux de faire améliorer les lois d'aide à la création d'industries, avant de poursuivre une propagande pour des subventions qui sont assujetties à beaucoup trop de contraintes.

Telle est du moins l'opinion exprimée par un industriel originaire de la Beauce, M. Eddy Jalbert, qui vient d'engourdir \$264,000 dans une entreprise qu'il avait fondée il y a moins d'un an dans le parc industriel de Saint-Romuald. L'industrie, qui employait onze personnes dans le reconditionnement de moteurs d'automobiles, a fermé ses portes le premier mars.

Avant d'être acculé à la faillite, M. Jalbert a fermé son usine et envoyé les clés à deux créanciers: la Banque de Montréal et la Société de développement industriel du Québec (SDI). "Mais je veux que la population sache que l'aide gouvernementale qui m'avait été promise, fut en réalité beaucoup moins belle que ce qui a été annoncé par les hommes politiques", a mentionné l'industriel en remettant un communiqué à quelques journaux.

La SDI, d'abord, devait prêter \$216,000 à Eddy Jalbert Inc. elle n'en a prêté que \$125,000 en prenant en garantie la totalité des valeurs. L'autre

difficulté majeure fut rencontrée au ministère de l'Expansion économique régionale, (MEER), où une promesse de subvention de plus de \$60,000 a été littéralement annulée.

Des recherches faites, hier, par LE SOLEIL ont cependant révélé que la cause des problèmes relatifs à l'aide gouvernementale dans ce dossier est attribuable au fait que M. Jalbert a vendu, le 21 juin 1976, une industrie semblable, qu'il possédait déjà à Saint-Georges-de-Beauce. L'article 21-1 des règlements du MEER, par exemple, oblige dans pareil cas à continuer l'activité dans l'établissement premier pour une période minimale de 36 mois.

M. Jalbert n'a pas nié ce fait, en dénonçant toutefois les politiques gouvernementales qui, d'après lui, ont déjà fait plusieurs victimes, parce qu'elles sont extrêmement contraignantes et ne laissent à peu près aucune latitude. Comme lui, soutient-il en effet, d'autres industriels se sont ruinés en tentant de rencontrer des exigences stupides.

Prenant son cas comme exemple, M. Jalbert a mentionné qu'il aurait pu finalement s'en tirer, si la SDI avait consenti à libérer une petite partie des garanties pour permettre d'emprunter ailleurs environ \$50,000. "Elle a refusé. J'ai tout perdu, même mes biens personnels", a conclu M. Jalbert.

Ottawa ne contrôle pas Polysar (Drury)

OTTAWA (PC) — Un ancien ministre fédéral a affirmé hier que le gouvernement n'exerçait aucun contrôle direct sur les activités de Polysar Ltd, même s'il détenait 68 pour cent des actions d'une société parente.

Ancien président du Conseil du Trésor et toujours député, M. C.M. (Bud) Drury a révélé hier devant le Comité des comptes publics des Communes que le gouvernement n'intervenait à l'époque que très marginalement dans l'administration d'entreprises comme, la Société canadienne de développement, qui a un lien de parenté avec la Polysar.

Le comité enquête sur les présumés paiements suspects versés par Polysar International SA à des clients étrangers pour leur permettre de contourner les lois sur la fiscalité et les transactions internationales et frauder en même temps les petits actionnaires.

C'est M. Drury qui avait reçu pour mission d'étudier cette question en 1973 après

que l'ancien vérificateur général Maxwell Henderson eut écrit une lettre au premier ministre Trudeau pour lui faire part de l'existence de ces paiements et l'avertir de ce que la compagnie pourrait encourir une responsabilité juridique ou financière dans cette affaire.

L'ancien ministre a déclaré qu'il avait reçu l'assurance à ce moment de la SCD que les vérificateurs et les conseillers juridiques de la compagnie ne croyaient pas qu'il y avait quoi que ce soit de répréhensible dans cette façon d'agir.

M. Drury a ajouté que ces pratiques peuvent paraître inacceptables aujourd'hui, mais qu'elles étaient généralement approuvées, il y a quelques années.

Le conservateur Allan Lawrence a plus tard reproché à M. Drury ses déclarations évasives. "Si un haut fonctionnaire donnait ce genre de réponse devant le comité, il serait congédié", a dit M. Lawrence.

Les syndicats doivent s'intéresser au secteur international

VANCOUVER (PC) — Selon M. Herman Rebhan, les syndicats doivent s'intéresser de plus en plus aux affaires internationales, parce que les plus importantes compagnies sont des multinationales.

Secrétaire général de la Fédération internationale des métallurgistes, M. Rebhan, qui est de Genève, a demandé aux syndiqués d'étudier l'économie internationale et d'essayer de contrôler les multinationales.

M. Rebhan a fait ces remarques, à un colloque sur les affaires internationales organisé par le Conseil du travail du Canada, à Harrison Hot Springs, à une centaine de milles de Vancouver.

"Nous ne voulons rien de moins qu'une nouvelle Magna Carta pour freiner ces barons économiques du 20e siècle que sont les sociétés multinationales", a-t-il déclaré.

M. Rebhan a rappelé que les multinationales, en 1971, étaient responsables de 15 pour cent de la production mondiale et il a prédit qu'en

1980 quelque 300 multinationales contrôleront environ 75 pour cent des industries du monde.

Indépendance nationale

Le leader syndical a souligné qu'il était possible aux travailleurs, dans les pays industrialisés, de s'opposer aux multinationales, mais que les grandes compagnies, dans les pays en voie de développement, jouaient un "rôle insidieux" en promettant du capital et des emplois au prix de l'indépendance nationale de leurs hôtes.

Quant aux codes de conduite que certains gouvernements essaient d'imposer aux multinationales, ils n'ont constitué que "des rideaux dans les fenêtres".

C'est ainsi que plusieurs gouvernements croient qu'ils paient trop cher la présence des multinationales et ils se sont unis pour tenter des négociations.

Mais l'action n'a pas été uniforme, parce que certains n'ont pas respecté la politique établie par l'ensemble.

VENTE AVANT PÂQUES

Judi, vendredi, samedi, 31 mars—2 avril
Pour leurs tenues de Pâques, amenez vos hommes chez Zellers... Ils seront fiers de leurs vêtements et des économies!
Nous nous réservons le droit de limiter les quantités!



ACHAT SPÉCIAL
QUANTITÉS LIMITÉES
PAS DE PARTIE REMISE

Création de Oleg Cassini! Chemises à manches longues en tissu à carreaux

SE COMPARE À 151

694
CHAQUE

Dessinées par Oleg Cassini... l'élite du monde de la mode! Chemises à collet régulier et manches longues, avec quelques retouches extra par le maître lui-même. Pas de repassage, lavable à la machine, 65% polyester/35% coton dans les tissus carreaux variés. Grs: P.M.G.XG.



ÉPARGNEZ JUSQU'À 30%

Souliers sport en nylon Pour hommes et garçons

Pour l'exercice, des souliers confortables faits d'un corps de nylon bleu marine ou rouge avec capuchon et contrefort de suède, parure de deux raies de course. Semelle en caoutchouc tricolore.

Point. garçons 1-6

694
LA PAIRE

Point. hommes 7-10

794
LA PAIRE

Épargnez 27%
La belle apparence du cuir
Ord. 19.97

14⁴⁴

Un coton enduit de polyuréthane souple et essuyable, sur trame de nylon.
A. Blouson fermé sous une glissière, avec 4 poches. Panneau et empiècement devant et derrière. Brun moyen ou beige. Grs. pour hommes: P.M.G.XG.
B. Modèle coupe-vent avec glissière et bande de tricot à la taille et aux poignets. Panneaux donnant de l'ampleur. Noir, bourgogne ou tan. 36-44.



Les bénéficiaires d'un achat spécial!

Vestes en denim pour garçons

Des surpiqures contrastantes donnent du caractère à ces vestes en denim de coton pur lavable, qui résisteront aux jeux des jeunes! Coupe western boutonnée à l'avant, avec deux poches également boutonnées. Grs: 8-16.

Prix de veille de pâques veste ou jean

374
CH.

En denim, pour garçons

Coupés dans ce même tissu résistant, ces jeans western ont aussi des surpiqures contrastantes, 5 poches, des passants, une braguette à glissière et des jambes évasées. Gr. 8-16.

Zellers

PLACE FLEUR DE LYS — 550, BOUL. WILFRID-HAMEL

Les Galeries Baie-Comeau 294, boul. LaSalle Baie-Comeau

Carrefour St-Georges 201, avenue St-Georges St-Georges de Beauce

770, avenue Laure Sept-Iles

Carrefour Frontenac 805 ouest, boul. Smith Theford Mines



Les producteurs de bois s'engagent dans une dure bataille

par Damien GAGNON
du bureau du Soleil

RIMOUSKI — La Fédération des producteurs de bois du Québec et les groupements forestiers s'engagent dans une dure bataille avec le ministère des Terres et Forêts relativement au budget pour l'aménagement de la forêt privée. Le ministère offre cette année \$3 millions tandis que les groupements forestiers réclament \$5.5 millions.

Réunis à Lévis en fin de semaine dernière pour prendre connaissance des propositions du ministère, les représentants des groupements forestiers du Québec ont rompu les négociations avec les fonctionnaires chargés du dossier et ils ont confié le mandat à la Fédération des producteurs de bois d'établir la stratégie la plus propice dans les circonstances.

De plus, ils réclament pour cette semaine, une rencontre avec les plus hautes instances du ministère des Terres et Forêts, soit le ministre Yves Bérubé et ses hauts fonctionnaires.

C'est en quelque sorte le même scénario que l'an dernier qui se répète. On se souvient de la bataille menée par les groupements forestiers de l'Est du Québec pour obtenir du ministre des Terres et Forêts du temps, M. Normand Toupin des budgets plus substantiels pour l'aménagement de la forêt privée. Ils avaient ainsi obtenu \$500,000 de plus portant à \$1.3 million le budget régional.

Cette année, le mouvement prend de l'ampleur. L'ensemble des groupements forestiers du Québec ont décidé de faire front.

Soulignons que les groupements forestiers qu'ils s'appellent unités d'aménagement ou sociétés d'exploitation des ressources, ont été mis sur pied avec l'autorisation du gouvernement. Il s'agit de groupements populaires particulièrement forts dans le Bas Saint-Laurent.

Il suffit de mentionner la bataille que mène depuis près de deux ans, la Société d'exploitation des ressources de la vallée de la Matapédia relativement à la rétrocession des lots publics à l'intérieur des limites municipales.

Participant au congrès régional du Parti québécois, région de l'Est qui s'est tenu samedi dernier à Gaspé, le ministre des Terres et Forêts, Yves Bérubé, député de Matane, a laissé clairement entendre qu'il était difficile pour son ministère de faire plus. Nous avons dit-il coupé

dans l'éducation et dans d'autres secteurs pour augmenter le budget des Terres et Forêts et de l'Agriculture.

Il admet cependant qu'il a peut-être moyen de réaménager le montant de \$8 millions consacré à l'aménagement

de la forêt privée et dont \$3 millions sont prévus pour les groupements forestiers, le reste allant à la technique et l'administra-

tion. "Un examen de l'ensemble du budget permettra peut-être de couper du côté de l'administration et de la technique pour augmenter le

budget des travaux sur le terrain". Les représentants des groupements forestiers esti-

ment pour leur part que l'effort du gouvernement ne correspond pas à la priorité que le Parti québécois a toujours prétendu vouloir ac-

order à la ressource forêt. On admet que le budget est sensiblement supérieur à l'an dernier mais il faut tenir compte de l'inflation.



LE CASTOR bricoleur

Faites le grand ménage avec le Castor Bricoleur

Découpez ici

COUPON BONI

Balais magnétique
Manche 44",
Couleurs assorties

Prix ord.: \$1.99
\$1.49

Escabeau pratique
Escabeau de fabrication robuste en acier épais. Marches à tampons en caoutchouc. Embouts en vinyle. Couleurs assorties

12.99

Vadrouille Ace-Lon
Petite vadrouille fait en Ace-Lon. Amovible pour faciliter le nettoyage.

3.49 Chac.

Vadrouille 8 onces
Moppe en coton avec manche. Faite de coton trois plis de qualité.

1.69

Balais-éponge
Eponge en cellulose. Corps en plastique n'égrenant pas.

2.19 Couleurs assorties

Sacs à déchets
Sacs robustes 26" x 36" du Castor Bricoleur. Pqt de 10.

69¢

Sacs de cuisine Glad
Sacs en plastique robuste pour tous les déchets de la cuisine. Dimensions: 20" x 22".

73¢ pqt 12

Poubelle couverte
Poubelle de 13 3/4 gallons en metal galvanisé.

5.98 chac.

Nettoyeur Windex
Les fenêtres font partie du nettoyage du printemps et Windex est votre meilleur ami pour les nettoyer.

67¢ flacon 20 oz

Décapant Trewax
Facile à utiliser. 27 oz font 10 pintes de décapant à cire ou 30 pintes de nettoyeur.

1.69 boîte 27 oz

Eponge à fenêtres
Usage facile et rapide. Eponge recouverte d'un filet, avec manche de 12".

1.59

Les articles Rubbermaid®

Cancer: bourses pour la recherche

TORONTO (PC) — L'Institut canadien du cancer a annoncé pour cette année la distribution de 220 bourses d'une valeur globale de \$10.7 millions pour la recherche sur le cancer.

La plupart des fonds provenant de la campagne menée chaque printemps par la Société canadienne du cancer, a précisé l'Institut.

Les crédits disponibles se répartissent ainsi:

- Ontario \$5,300,000
- Québec \$2,300,000
- Colombie-Britannique \$1,300,000
- Alberta \$1,100,000
- Manitoba \$459,000
- Saskatchewan \$128,000
- Terre-Neuve \$62,000
- Nouvelle-Ecosse \$46,000
- Nouveau-Brunswick \$25,000

Une bourse a été accordée en particulier pour des travaux de recherche à l'Université d'Ottawa.

Rangement de portes
Contenant de ton sable pour bouteilles, boîtes, savon, brosses, etc. 13" x 4 1/4" P. ou 13 1/4" x 5 1/2" P.

4.29 11" de large

Rangement de tiroirs
Plateau à motif floral ou canné. Choix de 16" x 12" x 4" ou 15" x 12" x 6 1/2". La façon idéale de ranger.

7.95

Plat à vaisselle
Un plat à vaisselle robuste et durable. Choix de cinq couleurs: avocat, chocolat, flamme, or, blanc. 5 1/2" prof.

2.29 12 1/2" x 14 1/2"

Pour de jolies tablettes
Recouvrez-en vos tablettes. Juste à les déposer en place ou utilisez l'endos collant. 2 grandeurs.

2.39 11 1/4" x 20" ou 22" x 10" 6 couleurs

Tapis de baignoire
Tapis de sécurité à motif floral. Choix de avocat, bleu, chocolat, or, rose ou blanc. 14" x 22" x 1/2".

3.49

Porte-pousière
Porte-pousière résistant, choix de couleurs: avocat, chocolat ou or. 12 1/2" x 21 1/2" d'épais.

1.69

Valet de baignoire
Pour ranger les articles de la douche et de la baignoire. Choix de avocat, bleu, chocolat, or, rose ou blanc. 6" x 12 1/2" x 3 1/4".

2.59

Seau en plastique
Seau pratique à usages multiples. Choix de flamme, avocat, chocolat ou or. 10 1/4" diam. x 10" de haut.

2.29

Contenant à déchet
Ton olive. Capacité 17 gallons. Modèle de longue durée, très résistant. 19 1/2" x 21" de hauteur.

9.59

Porte-balais pratique
Range de façon pratique. Disponible de ton sable attrayant. 13 1/2" x 2 1/4" x 10".

3.49

Pour le repassage
Rangez tous vos articles nécessaires pour le repassage. Planche à repasser, flacons de vaporisation, etc.

3.49 Ton sable

Râtelier d'aspirateur
Un râtelier pour tous les accessoires d'aspirateur. Fabrication robuste de ton sable.

3.49

AVIS IMPORTANT

AFIN DE MIEUX SERVIR NOTRE CLIENTELE, NOS SUCCURSALES OUVRIRONT LEURS PORTES, DÈS SAMEDI LE 2 AVRIL 1977, ET CE, POUR TOUS LES SAMEDIS, 30 MINUTES PLUS TOT, SOIT DES 8.30 hres A.M.

Le maire de La Malbaie choisit de se retirer

par J.-Thérèse LEGENDRE

LA MALBAIE — M. Lucien Harvey, qui est maire de La Malbaie depuis 1970 et dont le terme actuel ne viendra à échéance qu'en novembre 1978, quittera prématurément son poste dans quelques mois.

Cette décision surprenante pour l'ensemble de la population mais que les conseillers connaissent depuis environ un mois, survient à un moment où la ville est en plein développement et où les finances municipales sont en excellente position.

C'est plutôt à cause d'un avenir qu'il voit assez sombre que M. Harvey a décidé de quitter la scène municipale. Actuellement, dit-il, l'administration municipale devient une action extrêmement difficile qui se joue et se jouera de plus en plus d'une façon "serrée". On tend à standardiser les besoins des municipalités qui doivent entrer automatiquement dans un cadre général. Le maire de La Malbaie affirme qu'il est impossible de tout ramener aux mêmes normes de subventions et que chaque municipalité doit un jour ou l'autre faire face à des obligations supplémentaires.

Depuis quelques mois, aux Affaires municipales à Québec, M. Harvey a dit constater une arrogance nouvelle qui fait que personne dans ce ministère n'a de doute sur ce qu'il dit, et qu'au contraire tous affichent une assurance totale. Il serait prêt à continuer les consultations auprès des élus de quelque parti qu'il soit, mais M. Harvey refuse de perdre du temps avec les petites organisations de paroisse. "Il fut un temps où c'était un plaisir de collaborer avec notre député et le gouvernement, aujourd'hui c'est loin d'être drôle et ça me déplaît".

Quand M. Harvey a accepté un deuxième mandat, il l'a fait surtout pour donner un réseau d'aqueduc adéquat à Rivière-Mailloux-en-Haut et mettre le projet de loyers à prix modiques en marche. Le refus du ministère des Affaires municipales de subventionner le réseau d'aqueduc évalué à \$1,000,000 a fortement déçu le maire de La Malbaie.

M. Harvey ne laissera cependant pas son poste avant de s'être assuré que ce départ ne désorganiserait pas l'administration municipale. Il attendra la mise en marche de la deuxième phase du Plateau joyeux et si possible celle des loyers à prix modiques.

L'hôpital LaSalle est tiré de l'impasse

MONTREAL (PC) — L'impasse financière vécue par le petit hôpital LaSalle semble en bonne voie de règlement. Le ministre des Affaires sociales, le Dr Denis Lazure, a promis d'injecter un surplus de \$200,000 au budget dès le 1er avril, en plus d'une augmentation globale de l'ordre de 6 pour cent.

L'hôpital LaSalle menaçait de congédier 10 membres de son personnel et de réduire ses services si le ministère des Affaires sociales ne venait pas à sa rescousse. Ce centre hospitalier de 133 lits accusait un déficit financier de \$460,000 accumulé ces trois dernières années.

Le ministre Lazure a rencontré, hier, la direction et le personnel de LaSalle pour leur apprendre cette nouvelle. Tout en invitant les parties à continuer le plus possible à faire des économies en raison de la conjoncture financière actuelle de la province et d'un souci d'une gestion efficace, le ministre a admis que les budgets de fonctionnement de tous les hôpitaux avaient été réduits de façon exagérée l'année dernière.

C'est cette prise de conscience qui a justifié récemment sa décision de hausser de 4 pour cent l'ensemble des budgets alloués aux centres hospitaliers. Cette augmentation sera encore plus importante pour certains hôpitaux, comme LaSalle, selon la vocation et le rendement de chacun analysés au mérite.

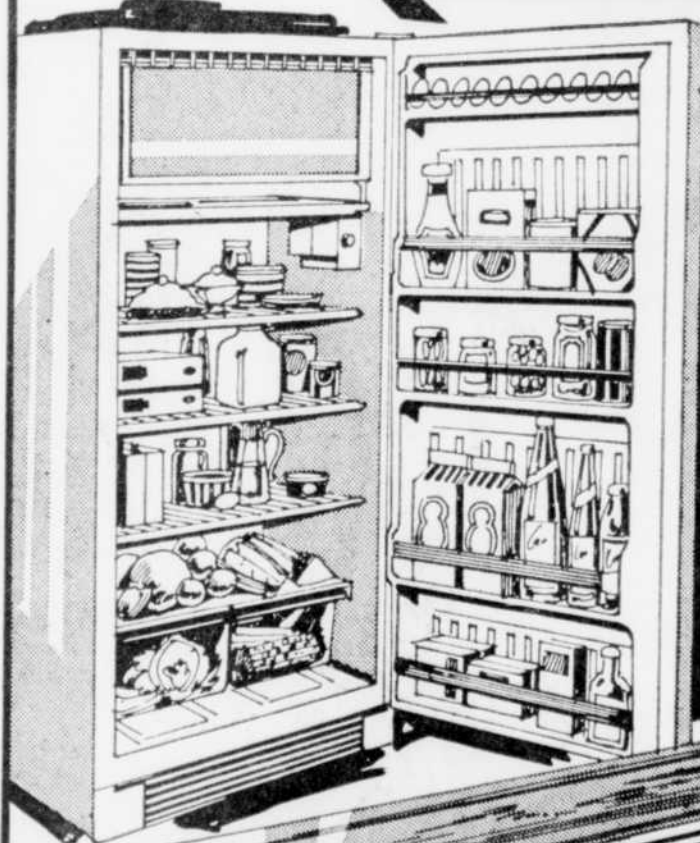


UNE OFFRE SPÉCIALE WOOLCO



Au choix!

RÉFRIGÉRATEUR 11.5 PI³, CUISINIÈRE 30", STÉRÉO-MEUBLE OU SÉCHOIR 248⁸⁸ CHACUN



Réfrigérateur Danby
11.5 pieds cubes
offert à prix d'économie

Dégivrage automatique par bouton-poussoir, commande par thermostat, parois minces isolées de mousse polyuréthane. Congélateur pleine largeur, tayerettes amovibles spacieuses. Blanc. 23 1/2" x 25" x 55 1/2" de hauteur.

chacun

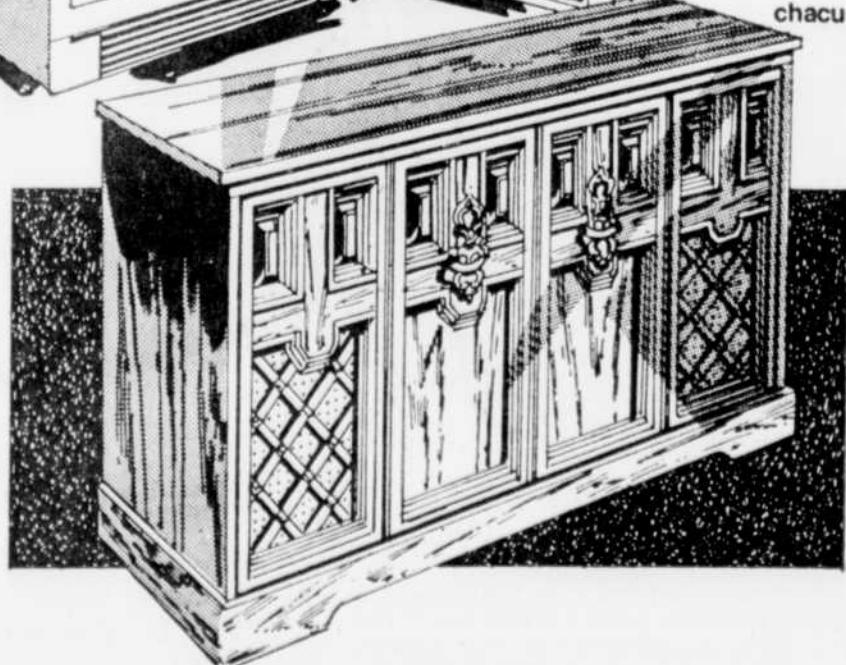
248⁸⁸



Cuisinière électrique Danby 30"

Commandes du four des plus perfectionnées. Four à hublot et lampes-témoins de surface de cuisson. Porte du four amovible, surface à rebords. Pièces et service garantis pour 1 an. Blanc. 30" x 26" x 36" de haut.

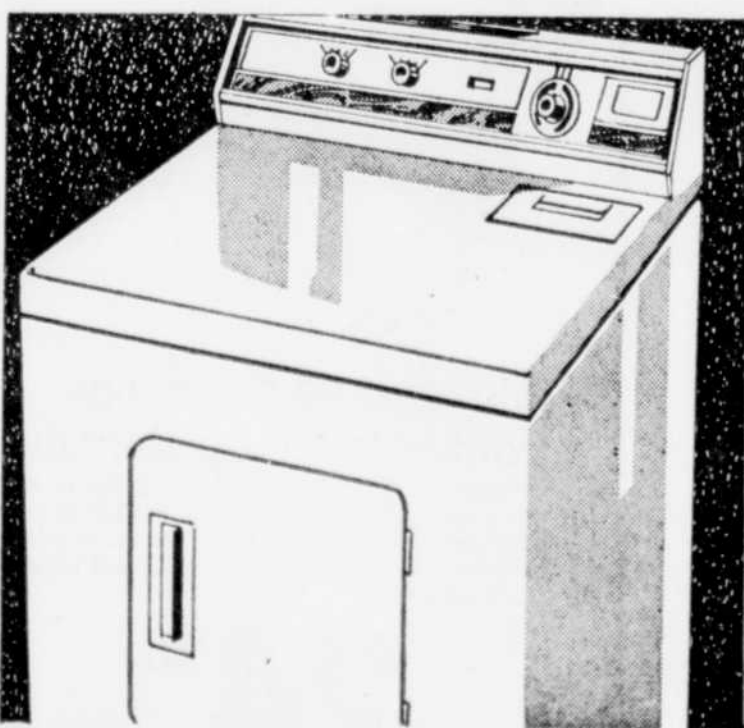
248⁸⁸
chacun



Stéréo-meuble AM/FM/MPX Morse à lecteur 8 pistes

Comprend un syntonisateur, un enregistreur/lecteur 8 pistes, un changeur 3 viesses Garrard, une pointe de lecture à diamant, 4 haut-parleurs Duocone, 5 commandes rotatives. Ton pacanier. 45" x 17 1/2" x 25" de hauteur.

248⁸⁸
chacun



Séchoir
"Whirlpool"
3 cycles

Modèle de marque Inglis, offrant les 3 cycles de séchage suivants: ordinaire, chronométré, pour tissu sans repassage et trois températures: très élevée, pour tissu sans repassage et sans chaleur. Pièces et services garantis pour 1 an. Blanc. 29" x 25 1/2" x 44" de hauteur.

chacun

248⁸⁸

PRIX EN VIGUEUR JUSQU'AU SAMEDI 2 AVRIL, TANT QUE LES STOCKS DURERONT



GALERIES STE-ANNE

2960 boul. Ste-Anne, Giffard

GALERIES CHAGNON

Rond point de Lévis

HEURES D'OUVERTURE: LUNDI, MARDI et MERCREDI de 9h à 18h JEUDI et VENDREDI de 9h à 21h SAMEDI de 9h à 17h

